



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2022291-0001

**Arrêté préfectoral complémentaire encadrant la réalisation des travaux de traitement de la pollution
par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET à DIENVILLE**

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire, et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2021188-0001 du 7 juillet 2021 encadrant les travaux de traitement de la pollution ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2022242-0003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport Socotec « EK1K0/22/022 V2 – version 2 » du 21 janvier 2021 présentant la mise à jour des analyses de sols ;

VU le plan d'actions établi à la suite de la réunion préfectorale du 24 mai 2022 ;

VU les résultats des analyses relatives à la surveillance de cette pollution transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées chaque mois ;

VU la lettre de l'exploitant du 10 juin 2022 synthétisant les résultats de ces investigations et de la surveillance mise en place depuis 2020 et indiquant sa volonté d'adapter le mode de traitement retenu ;

VU la lettre de l'exploitant du 12 juillet 2022 sollicitant la révision du seuil de décontamination et l'arrêt du traitement par biotertre des terres excavées et indiquant sa volonté de reprendre et terminer les travaux d'excavation de la zone source ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 21 septembre 2022 ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'objectif de décontamination vise en premier lieu la suppression de leurs sources, notamment les bords et fonds de fouille au droit de l'ancienne station de stockage et de distribution de carburants ;

CONSIDÉRANT que la stagnation d'eaux pluviales dans cette zone excavée impose à l'exploitant de combler ce trou rapidement après la fin des terrassements en bords et fonds de fouilles ;

CONSIDÉRANT que l'objectif d'un traitement par biotertre est de réutiliser les terres décontaminées sur site ;

CONSIDÉRANT que la teneur maximale actuelle des biotertres en hydrocarbures totaux (HCT) est inférieure au seuil de coupure fixé dans le plan de gestion complémentaire EK/1K0/20/934 – version 2 » du 15 février 2021, et que celui-ci a été établi en cohérence avec l'analyse des risques sanitaires démontrant une utilisation, dans la configuration actuelle du site, compatible avec l'état des sols résiduels et des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que les demandes de l'exploitant ne remettent pas en cause la gestion de la pollution par bilan massique visant à traiter un volume de terres polluées limité pour retirer une part importante de polluants ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant envisage dorénavant de remplacer :

- le lavage des sols en ré-infiltrant les eaux traitées en amont par la simple infiltration des eaux pluviales ;
- le confinement hydraulique par drains par les dispositifs déjà en place, à savoir la présence des barrages flottants sur la rivière Aube, le pompage et le traitement des eaux souterraine ;

CONSIDÉRANT que le seuil de coupure fixé est inchangé ;

CONSIDÉRANT que la surveillance n'est pas modifiée ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient de modifier l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2021188-0001 du 7 juillet 2021 encadrant les travaux de traitement de la pollution ;

CONSIDÉRANT, toutefois, que les travaux de dépollution sont en suspens depuis deux ans ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient de reprendre l'engagement de l'exploitant de terminer les travaux d'excavation des bords et fonds de fouille ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

Les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE (dont le siège social est situé quai du Général Sarrail à NOGENT-SUR-SEINE) et MOULINS SOUFFLET (dont le siège social est situé 7 quai de l'apport Paris à CORBEILLE-ESSONNE), dénommées ci-après l'exploitant, sont autorisées à poursuivre l'exploitation des activités autorisées sur la commune de DIENVILLE par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019316-0001 du 12 novembre 2019 encadrant le traitement de la pollution,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2021188-0001 du 7 juillet 2021 encadrant les travaux de traitement de la pollution, modifié par les dispositions du présent arrêté,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022112-0001 du 22 avril 2022 actualisant les prescriptions applicables.

ARTICLE 2 – TRAVAUX DE DÉPOLLUTION

En lieu et place des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2021 :

L'intégralité des modalités décrites dans le rapport SOCOTEC « EK/1K0/20/934 – version 2 » du 15 février 2021 est respectée.

Toutefois, le lavage des sols initialement prévu par ré-infiltration des eaux traitées en amont, est remplacé par l'infiltration naturelle des eaux pluviales dans le sol. Le confinement hydraulique est assuré par la présence des barrages flottants sur la rivière Aube, le pompage et le traitement des eaux souterraines.

L'objectif de décontamination des terres traitées par le biotertre est identique à celui fixé pour la décontamination des sols. La partie non-conforme des biotertres est prise en charge dans un centre de traitement adapté, dûment autorisé.

ARTICLE 3 – DÉLAIS

Les travaux d'excavation de bords et fonds de fouilles sont menés jusqu'à l'atteinte de l'objectif fixé. Ils sont mis en œuvre dès à présent et seront achevés sous deux mois.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION DE L'ARRÊTÉ ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié aux sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DIENVILLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de DIENVILLE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de DIENVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au sous-préfet de Bar-sur-Aube et au sous-préfet de Nogent-sur-Seine.

Fait à Troyes, le **18 OCT. 2022**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Christophe BORGUS

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.